

# CISPE MAG

LE CONSORTIUM POUR LA STABILISATION INTÉGRÉE ET LA PAIX À L'EST DE LA RDC (CISPE)



Le cinéma mobile comme outil de sensibilisation des communautés

Renforcer les capacités de leadership pour une stabilisation durable

Etablir des ponts entre les communautés

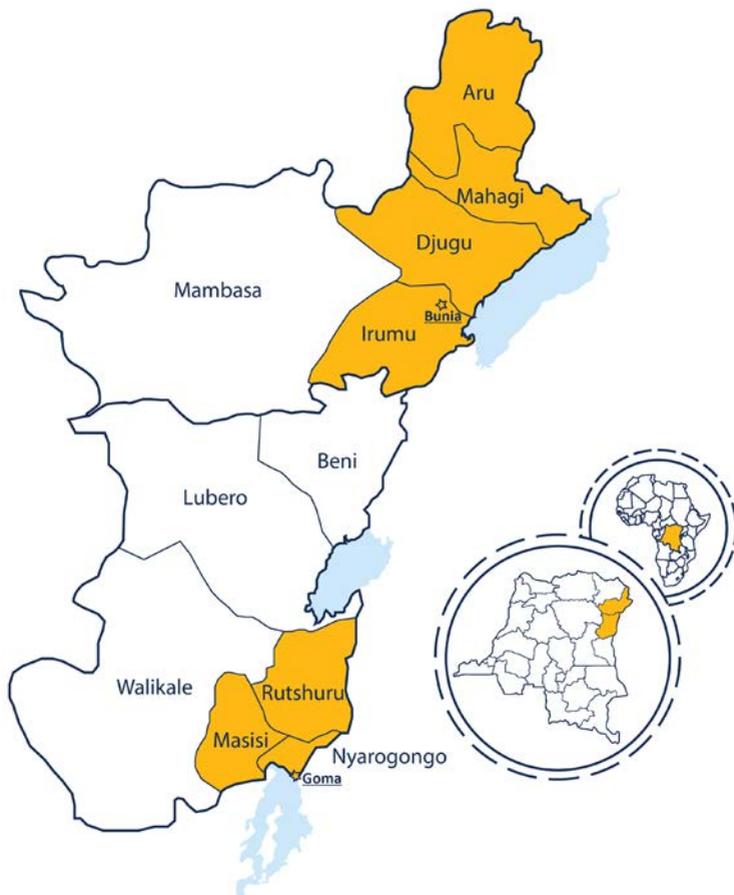
**Des tables rondes pour gérer les conflits** de manière durable sans les fuir

**Les jeunes et la police : le défi de l'Ituri**

Pays-Bas

N°02







# SOMMAIRE

- 01 Intro MAG 2
- 03 Notre bureau représente notre engagement avec notre communauté !”
- 07 Le cinéma mobile comme outil de sensibilisation des communautés
- 09 Les jeunes et la police : le défi de l'Ituri
- 13 Renforcer les capacités de leadership pour une stabilisation durable et inclusive
- 17 CISPE : un pont entre les communautés
- 19 La Table Ronde de Mahagi : « il ne faut pas fuir les conflits mais il faut les gérer de manière durable »
- 21 L'évaluation de mi-parcours : la parole est aux bénéficiaires du CISPE

Cover Photo: © OIM 2018

CISPE\_MAG #2 JUIN\_2018

# INTRO MAG 2

*Est-ce la première fois que vous tombez sur notre magazine ? Ou connaissez-vous déjà le travail de CISPE ? Quoi qu'il en soit, commençons par nous présenter.*

**L**e Consortium pour la stabilisation intégrée et la paix dans l'est de la RDC (ou CISPE) est une collaboration entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation catholique de secours et d'aide au développement (Cordaid), VNG International, PAX (mouvement pour la paix aux Pays-Bas) et le gouvernement congolais. L'esprit de CISPE est de travailler ensemble, ce qui se reflète dans notre devise "Pamoja Inawezekana" (en kiswahili "ensemble c'est possible"). Le consortium est financé par le Royaume des Pays-Bas et nous profitons de cette occasion pour les remercier à nouveau de leur soutien indéfectible en disant "dank je wel!" ("merci" en néerlandais).

Après deux années opérationnelles dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, le consortium a été fidèle à notre feuille de route de soutien aux communautés locales et aux acteurs étatiques. Tout au long de l'année 2018, le CISPE a continué à œuvrer pour autonomiser les structures communautaires de base et soutenir les autorités publiques pertinentes dans l'amélioration de leur prestation de services. Notre objectif est de contribuer au renforcement de la sécurité de l'est de la RDC et d'améliorer la confiance entre les acteurs étatiques et la population, la finalité du consortium étant

que les populations et les autorités locales puissent coopérer plus étroitement et avec succès.

Ces six derniers mois, le CISPE n'a ménagé aucun effort pour établir de nouvelles alliances et synergies avec d'autres programmes, projets et partenaires travaillant sous l'égide de l'USS (Unité de Support de Stabilisation) et avec des acteurs alignés au STAREC, partenaire gouvernemental incontournable de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (I4S). Notre objectif ultime est de prolonger l'impact de notre action et de l'inscrire dans le temps en responsabilisant nos bénéficiaires.

Enfin, la CISPE espère sincèrement qu'en tant que lecteur, vous apprécieriez cette édition du magazine dans lequel l'ensemble du consortium s'est efforcé de présenter les réussites où CISPE qui ont eu un impact sur la vie de nos bénéficiaires. Ces articles ont tous été rédigés avec eux et pour eux. Remercions également chacun des « journalistes d'un jour » qui ont investi sans compter temps et énergie pour que ce numéro voit le jour. Nous leur disons « Aksanti » !





# “NOTRE BUREAU REPRÉSENTE NOTRE ENGAGEMENT AVEC NOTRE COMMUNAUTÉ !”

Par Xavier Oleiro

Traduit par Louise Grailles

Photos de Toussaint Tusevo

*Les communautés de Mpfuni Shanga, de Bashali Kaembe, de Buhumba et de Bishusha, présentent l'appropriation du Dialogue Démocratique lors de la réception officielle des bâtiments du CPDG (Cellule de Paix et Développement au niveau du Groupement) dans la province du Nord Kivu.*

“Cela m’a pris beaucoup plus de temps que prévu ! J’ai quitté Nyiragongo suffisamment tôt, mais je ne m’attendais pas à toute cette pluie, et la route boueuse m’a retardé. Mais je voulais être ici à tout prix ! » affirme Douglas du CPDG de Buhumba. En effet, ce vendredi 6 avril 2018, Bweremana s’est réveillé sous une pluie torrentielle qui menaçait de mettre un terme à la cérémonie devant se tenir au chef-lieu du groupement pour l’inauguration officielle du tout nouveau Bureau de la CPDG.

Pendant des semaines, les collègues du Groupement de Mpfuni Shanga ont préparé cette cérémonie avec la Cellule Provinciale d’Appui à la Pacification (CPAP) et le Ministère Provincial du Plan avant de retenir la date du 6 avril pour l’inauguration. La cérémonie officielle a été couronnée par le transfert au Ministère de quatre bureaux destinés aux CPDG de Mpfuni Shanga et Bashali Kaembe (Territoire de Masisi), Bishusha (Rut-

shuru) et Buhumba (Nyiragongo). Les délégués de ces quatre groupements avaient fait le déplacement la veille pour représenter leurs CPDGs respectifs pendant cette cérémonie afin de réitérer leur engagement et celui leurs communautés à promouvoir une cohabitation pacifique et à résoudre les conflits pour un développement inclusif.

En prévision des possibles pluies diluviennes, des bâches avaient été installées à l’extérieur des locaux du bâtiment pour protéger les autorités civiles et coutumières.

Toutefois, le soleil était au rendez-vous de la cérémonie rehaussée par la présence du Ministre provincial du Plan, Son Excellence Mme Marie Shematsi, de sa délégation et du consortium représenté par la cheffe de bureau de l’OIM, Madame Husnur Esthiwahyu.

Cela a permis un bon déroulement de la cérémonie en la présence de centaines de personnes et des représentants des médias locaux qui ont relayé cet événement.



“NOTRE BUREAU REPRÉSENTE NOTRE ENGAGEMENT AVEC NOTRE COMMUNAUTÉ!”



Cérémonie de remise avec Son Excellence Madame la Ministre du Plan a Bweremana

Les différents discours prononcés par le ministre, le chef de la chefferie des Bahunde et le chef de groupement de Mpfuni Shanga avaient tous un dénominateur commun : ces bâtiments construits et équipés avec le soutien du programme CISPE représentent plus qu'un simple espace de bureau pour leurs communautés. Ils représentent le symbole de l'engagement des communautés et des autorités provinciales dans des approches du dialogue démocratique, où les communautés sont activement impliquées dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits latents dans ces groupements. Le Mwami a également remercié les efforts conjoints du gouvernement provincial et du CISPE pour rapprocher les autorités locales et leurs “administrés”, ceci constituant un engagement critique pour renforcer la restauration de l'autorité de l'Etat.

En visitant les locaux, le CPDG et le CPAP ont affirmé que l'humble surface des locaux revêtait toutefois une très forte symbolique pour la communauté. Ceci a permis par la suite au comité d'accueillir des réunions, d'organiser des activités de sensibilisation et de conserver des dossiers sur la médiation des conflits. Quant à Madame la Ministre, elle n'a pu qu'approuver lorsque le Secrétaire du CPDG soulignât une volonté de parité dans la structure, avec plus de 21 femmes sur 49 membres.

Le Ministre a applaudi en disant : « Il faut absolument que les mamans soient là, car les femmes sont indispensables pour la pacification et le développement de nos communautés ! ».

Les bénéficiaires du CISPE ont également salué l'engagement actif de la communauté dans la construction d'un «espace de tout le monde et pour tout le monde».

“ Il faut absolument que les mamans soient là, car les femmes sont indispensables pour la pacification et le développement de nos communautés ! ”



La communauté de de Mpfuni Shanga unie dans les travaux de cimentation de son bâtiments de CPDG.



“NOTRE BUREAU REPRÉSENTE NOTRE ENGAGEMENT AVEC NOTRE COMMUNAUTÉ!”



Bureau de la CPDG de Bashali Kaembe

# LE CINÉMA MOBILE COMME OUTIL DE SENSIBILISATION DES COMMUNAUTÉS

*Par Olivier Chibashimba et Eric Sánchez García*

*Traduit par Marianne Denison*

*Photos par Cordaid*



Seances de Cinema Mobile en Nord Kivu.

## *Quelles sont les meilleures options pour faire passer des messages clés adaptés aux audiences cibles dans le cadre des activités CISPE ?*

L'approche du cinéma mobile utilisée par Cordaid depuis la deuxième quinzaine du mois d'avril 2018 est une approche de sensibilisation de la communauté sur les conflits fonciers, le droit foncier et la sécurisation foncière sur base de l'outil du cinéma mobile. Dans une moindre mesure, et en fonction du contexte, les cinémas mobiles permettent également de sensibiliser les communautés sur les violences sexuelles, sujet extrêmement sensible au centre de l'attention du consortium.

Afin d'y arriver, les cliniques juridiques se déplacent dans les Groupements et chefferies concernées afin d'effectuer des projections communautaires. En vue d'adapter le niveau de compréhension à celui de la communauté, des modérateurs ont été formés au sein des cliniques juridiques en étroite coordination avec les structures de dialogue appuyées par CISPE, autant en province Nord Kivu comme dans l'Ituri.

Ces séances permettent à la communauté d'acquérir les moyens d'éviter ou de désamorcer des conflits fonciers, d'acquérir une parcelle, d'identifier les documents nécessaires pour en être propriétaire (concessionnaire en droit congolais). Elles permettent également d'éviter que la terre ne soit à l'origine de conflits. A terme, ceci peut également permettre d'entamer une procédure légale ou coutumière en cas de conflit foncier.

À ce jour, des résultats encourageants ont déjà été enregistrés au Nord-Kivu, dans les trois territoires où le projet est opérationnel. Madame Deborah Mijiza, l'une des participantes aux cinémas mobiles, reconnaît que l'information transmise à travers ces séances est plus facilement accessible. « Le cinéma mobile m'a permis d'acquérir des connaissances sur la loi foncière, la procédure à suivre pour sécuriser mon champ et pour y revendiquer mon droit relatif ». Ces connaissances vont lui permettre de ne pas s'exposer aux conflits fonciers à l'avenir.

En effet, les cliniques juridiques deviennent de plus en plus fréquentées par la communauté et attirent beaucoup de monde. Avant ces projections, les cliniques recevaient 5 à 6 cas à traiter par jour, mais depuis, ce chiffre a plus que doublé.

L'objectif de CISPE est de conjuguer les séances de cinéma à l'assistance juridique assurée par des avocats et assistants juridiques œuvrant en faveur des personnes vulnérables. Il est à constater que la projection dudit cinéma rempli les besoins de la communauté qui cherche à sécuriser les terres au moyen de titres, mais également de régler les problèmes fonciers existants sources de tensions ou de conflits entre membres de la communauté. De même, cette approche cible les autorités foncières et coutumières pour influencer positivement leur attitude et façon de travailler.

## LES JEUNES ET LA POLICE : LE DÉFI DE L'ITURI

Par Carin Atterby, Noël Kabeya et Gérard Kikwaya

Avec l'appui de Louise Grailles

Photos par Noël Kabeya

*Compte tenu que les jeunes représentent la moitié de la population et l'avenir du pays, tout déficit de confiance de cette jeunesse avec la police représente une menace à la stabilisation.*

*Le consortium a donc décidé d'y remédier.*

P our être en mesure de comprendre comment le CISPE essaie de renforcer le lien entre les jeunes de l'Ituri et la police, il est nécessaire de comprendre le contexte dans lequel la jeunesse et de la Police évoluent en Ituri. Être jeune en Ituri, comme ailleurs dans le monde, n'est pas toujours facile, ce d'autant plus quand on sait que la province souffre de conflits, de tensions intercommunautaires et de déplacements depuis plus de deux décennies. En conséquence, la majorité des jeunes vit dans la pauvreté, sans réel espoir de trouver un emploi. La Police Nationale Congolaise en Ituri est également confrontée à de nombreux défis: souvent, ces policiers n'ont pas de formation requise et leurs salaires ne sont pas toujours versés.

La jeunesse reproche à la Police d'être corrompue, incompétente et de manquer d'effectifs ce qui, en période d'insécurité, a forcé les jeunes à s'organiser pour prendre soin de la sécurité de leur territoire. La Police, d'un autre côté, soupçonne les jeunes de l'Ituri d'alimenter l'insécurité et la criminalité dans la province. La police accuse également les jeunes

d'être impliqués dans la criminalité transnationale entre l'Ouganda et la RDC.

Dans ce contexte, il est facile de comprendre pourquoi la relation entre la police et les jeunes est tendue. Cette relation fondée sur la méfiance et l'hostilité n'est pas récente, "l'hostilité entre les jeunes et la police n'est pas nouvelle mais c'est un très vieux problème", comme l'explique l'un des leaders d'un groupe de jeunes en Ituri.

Le CISPE a identifié la nécessité de réunir ces deux groupes pour ouvrir le dialogue, mais a remarqué qu'il n'existe pas de plateforme neutre où ce dialogue pourrait avoir lieu. Le CISPE a également noté que même si la jeunesse de l'Ituri est organisée dans différents groupes de la société civile, aucun de ces groupes n'a eu de collaboration avec la police. Un jeune homme, membre d'une association de jeunes en Ituri, a expliqué la situation: "la police n'a jamais pris l'initiative de nous inviter à un quelconque dialogue". En fait, dans l'un des territoires de l'Ituri, Aru, les deux groupes ne s'étaient jamais rencontrés.



Seance de rapprochement PNC et jeunesse a Aru

L'absence d'une plateforme identifiée par le CISPE est devenue le domaine d'intervention choisi. L'OIM a relevé le défi et a décidé de développer et de donner des sessions de renforcement de capacités dans le but de rassembler la police et les jeunes car comme le même jeune homme l'a expliqué: "nous avons beaucoup à nous dire".

L'une de ces sessions s'est tenue en Ituri entre le 26 février et le 5 mars 2018 dans le territoire d'Aru, dans le nord d'Ituri. Au cours de cette séance de rapprochement, le CISPE a réuni 50 participants, dont 25 représentaient la jeunesse du territoire et 25 la police. L'activité a duré cinq jours et a couvert plusieurs questions ciblées, dont la relation entre les jeunes et la police. Ce module spécifique avait pour objectif d'établir un diagnostic de la relation et de cartographier les causes profondes cette hostilité et méfiance, d'identifier les conséquences de cette relation tendue ainsi que les moyens possibles de l'améliorer.

Bien qu'il y ait beaucoup plus à faire, les mots d'un des leaders de l'association de jeune ont donné espoir à Noël Kabeya, modérateur de la formation, et au reste des collègues de CISPE : «nous ne trouvons aucun inconvénient à parler régulièrement à la police s'il y a une plate-forme où nous pouvons nous rencontrer».

Ces mots se sont révélés prometteurs puisque le CISPE, la Police et les jeunes se sont rencontrés une fois de plus, un mois après la fin de la formation. Cette réunion a été entièrement organisée par les deux groupes et non prévue par le CISPE. L'un des capitaines de PNC a ensuite déclaré au CISPE à propos de cette rencontre que "les jeunes étaient respectueux envers nous; nous avons trouvé cela réconfortant et cela a permis un climat dans lequel nous pouvions identifier et discuter de nos problèmes et proposer des solutions ensemble". Le CISPE ne peut qu'espérer que cette intervention a ouvert une fenêtre d'opportunité pour les jeunes et la police de l'Ituri et qu'ils pourront continuer à travailler ensemble pour la stabilisation de leur province.

“ nous ne trouvons aucun inconvénient à parler régulièrement à la police s'il y a une plate-forme où nous pouvons nous rencontrer ”



Seance de rapprochement PNC et structures communautaires a Rutshuru

# LES CAPACITÉS DE LEADERSHIP RENFORCÉES POUR UNE STABILISATION DURABLE ET INCLUSIVE

Par Caroline Herouan-Guy  
Photos par VNG International

*En avril et mai 2018 ont eu lieu deux sessions de renforcement des capacités des autorités locales en leadership cohésif sensible au genre et aux conflits, à Goma (Nord Kivu) et Bunia (Ituri). Cette formation s'inscrit dans une trajectoire d'accompagnement des autorités provinciales et locales pour la stabilisation et l'accompagnement du processus de décentralisation.*

Cette formation spécifique en leadership a été proposée aux membres des cabinets des Ministères Provinciaux de l'Intérieur, aux Administrateurs de Territoire et aux Chefs de Chefferie/Secteur des zones d'intervention du programme CISPE, répondant aux besoins identifiés et exprimés par ces acteurs lors d'activités précédentes, comme par exemple le diagnostic participatif de sécurité.

La raison d'être de cette formation est de favoriser un retour à la stabilité, en posant les bases d'un développement local à court, moyen et long terme dans les zones d'intervention du CISPE. Pour cela, le leadership des acteurs décisionnels au niveau local doit s'exercer de manière cohésive, inclusive et sensible au genre. Pour assurer une bonne compréhension des participants, le formateur Samir Marmouri (The Hague Academy for Local Governance) les a invités à réfléchir aux normes et principes fondamentaux d'un bon leadership, à leur

signification et traduction dans la pratique. L'activité de formation s'inscrit dans le cadre programmatique du CISPE sous le pilier de restauration de l'autorité de l'État. Les participants ont pu améliorer leurs connaissances sur le leadership cohésif sensible au genre et aux conflits, identifier les obstacles à exercer un tel leadership, échanger entre eux pour identifier les bonnes pratiques et solutions possibles, et finalement proposer des mécanismes pratiques et concrets de mise en œuvre des principes revus. Les participants ont exprimé une grande satisfaction à l'égard de la formation, comme l'indique le témoignage de l'Administrateur de Territoire (AT) de Rutshuru (Nord Kivu), Monsieur Justin Mukanya:

“ Le leadership est important, cet atelier m'a permis d'apprendre la notion de leadership transformationnel ”

«Cette formation arrive à point nommé. Le territoire de Rutshuru souffre de l'insécurité et de la présence de groupes armés, et répondre à ces défis nécessite un leadership fort. Cette formation m'a permis de saisir les fondements de l'insécurité et des conflits dans le territoire, mais aussi d'aborder certaines pistes pour solutionner les problèmes sécuritaires auxquels nous devons faire face.»

Le Mwami Francis Ndeze, Chef de Chefferie Bwisha, Territoire de Rutshuru, s'est également exprimé sur la formation : «Le leadership est important, cet atelier m'a permis d'apprendre la notion de leadership transformationnel. L'objectif est de s'adapter à la situation, de ne pas se reposer sur ses acquis. Il faut être réactif dans la relation avec les administrés.»



Seance de Formation sur le leadership cohésif à Bunia (Ituri)



Seance de Formation sur le leadership cohésif à Bunia (Ituri)

En termes de mise en pratique des nouvelles compétences acquises, l'AT et de Mwami ont déjà des idées : «Je vais pouvoir mieux déléguer, et cela va améliorer la gestion de la chefferie, ainsi que la mise en œuvre du Plan local de Sécurité. Pour être un bon leader il faut faire confiance ; la gestion des problèmes ne peut pas être faite par un seul individu, il faut une équipe» a dit le Mwami. « Nous allons mettre en pratique la dimension genre, car les femmes ont été reléguées au second plan pendant trop longtemps. Pourquoi ne pas mettre en œuvre des petits projets pour l'autonomisation des femmes et ainsi le développement de l'entité. On a le pouvoir d'accompagner les femmes dans leur autonomisation, de les valoriser et qui sait, peut-être un jour une femme sera candidate et deviendra élue locale ! » a également complété l'AT de Rutshuru, avant d'ajouter : « L'application de ces nouvelles orientations vont nous aider à mieux gérer notre entité territoriale. La sécurité, et plus particulièrement la mise en œuvre des plans locaux de sécurité, est l'affaire de tous, aussi bien des hommes que des femmes. Tous doivent être impliqués dans la gestion de la sécurité. »

De manière générale, il ressort de la formation la prise de conscience de la part des participants que, sans leadership, la direction d'une entité territoriale, quelle que soit sa taille, est impossible. Un leadership intelligent, transformatif et inclusif permettra aux autorités locales de mieux orienter leurs actions pour une stabilisation durable et consolidée.

La gestion de la sécurité et sa planification restent les priorités des autorités locales, et des comités locaux de sécurité. C'est pour cela que VNG International, dans le cadre du CISPE, s'efforce à accompagner le processus de stabilisation et maintien de la paix en renforçant les capacités des parties prenantes décisionnelles et directement impliquées dans la sécurité locale. D'autres activités complémentaires continueront d'être conduites en 2018 et 2019. L'une des prochaines formations portera sur la transparence et la lutte contre la corruption.

“ Je vais pouvoir mieux déléguer, et cela va améliorer la gestion de la sécurité dans la chefferie, ainsi que la mise en œuvre du Plan local de Sécurité. ”



Seance de Formation sur le leadership cohésif à Goma (Nord Kivu)

## CISPE : ÉTABLIR UN PONT ENTRE LES COMMUNAUTÉS

Par François Niyoyita et Chantal Rugenera  
Avec l'appui de Marianne Denison  
Photos de Toussaint Tusevo et HECO

*Au Nord Kivu, deux communautés Kyuma et Kitsimba dans le groupement de Bishusha se sont unies autour d'un seul projet qui les rapproche non seulement physiquement, mais également symboliquement. Il s'agit de la réhabilitation de trois ponts entre les deux communautés. Voici l'histoire de rapprochement de ces deux communautés dans l'esprit de la stabilisation.*

**A**u Nord Kivu, CISPE travaille avec la Cellule de Paix et de Développement (CPDG), une structure de dialogue au niveau groupement, responsabilisée de l'approche de projet à base communautaire. Cet outil autonomise les communautés et l'ONG locale chargée de l'exécution du projet et leur permet de mettre en œuvre un projet communautaire qu'elles

ont priorisé, ainsi que mise en œuvre. La méthodologie de stabilisation développée par OIM a pour but de mettre la population au centre de toute décision la concernant afin d'assurer que la stabilisation de la communauté vienne d'elle-même et que toutes les couches de la population soient impliquées dans ce processus.



La communauté de Bishusha unie au tour d'un projet qui les rapproche



Pont de Bishusha

Cette nouvelle approche est appréciée par la population qui a démontré une volonté et une participation active.

«Nous avons proposé la réhabilitation conjointe de ce pont comme prioritaire . Au travers cette approche et la CPDG, nos voix peuvent être entendues » affirme une jeune femme de Bishusha.

Rappelons que depuis septembre 2017, toute la communauté s'est réunie à travers la CPDG et par voie de dialogue, a décidé de réhabiliter un pont reliant le territoire de Rutshuru et Masi. La population de Bishusha avait souhaité réhabiliter ce pont depuis déjà longtemps, mais manquait de moyens. Avec cet appui et l'expertise de l'ONG locale Hygiène et Environnement Communautaire au Congo (HECO), ce souhait est devenu une réalité.

A ce jour, la communauté peut directement palper le résultat souhaité. Lorsqu'un des employés du CISPE lui a demandé son avis à propos des trois ponts construits, un jeune homme de Bishusha, du village de Kyumba, déclara : «Regardez, depuis la réhabilitation du pont de Nyakatotera, un marché diurne s'est développé autour du pont. Notamment, on vient écouler nos braises ici. Ici, acheteurs et vendeurs des coins différents du groupement se rencontrent pour s'approvisionner» ; et il n'était pas le seul de cet avis. Les habitants et membres de la communauté rencontrée ont témoigné que les ponts réhabilités répondent à leurs besoins. Non seulement ces ouvrages ont permis la reprise du trafic entre deux contrées, Tongo et Kitshanga mais ils permettent aussi d'évacuer tous les produits vivriers de

la zone pour les acheminer dans les grands centres de consommation dont Kitchanga.

Les femmes des différentes communautés ont également exprimé leur satisfaction : «nous nous sentons plus en sécurité pour marcher sur cette route car avec les nouveaux ponts, la fréquentation et la permanence des passants réduisent les risques de braquage. Maintenant nous sommes en mesure d'échanger notre production d'articles ménagers sur les marchés locaux ».

CISPE va continuer d'encourager cette approche, y compris auprès d'autres partenaires et prévoit de lancer le processus dans six nouveaux groupements avant la clôture du projet envisagée fin 2019.



Pont de Bishusha

# LA TABLE RONDE DE MAHAGI : « IL NE FAUT PAS FUIR LES CONFLITS MAIS IL FAUT LES GÉRER DE MANIÈRE DURABLE »

Par Gérard Kikwaya et Daniel Makombe

Avec l'appui de Marianne Denison

Photos par Elske Van Gorkum

*Améliorer la participation de la population dans le processus stabilisation et le dialogue démocratique sont le socle de l'approche de CISPE en Ituri. Pour aboutir à ce résultat, PAX et son partenaire d'implémentation Justice Plus chapeautent les efforts avec l'approche des «Tables Rondes» en Ituri.*

Ce format des Tables Rondes contribue à la relance des dialogues inclusifs permanents dans les communautés et entre les communautés pour prévenir, réduire et transformer les risques des conflits et promouvoir une paix durable ainsi que la cohabitation pacifique.

L'une de ces Table Rondes fut organisée le 20 avril 2018 à Mahagi pour la gestion pacifique de conflits dans deux chefferies de Mahagi, notamment, War Palara et Walendu Watsi. Par conséquent, au mois d'avril, les participants de cette Table Ronde se trouvaient en pleine saison de pluie, mais cela ne les a pas empêché de venir. Au contraire, ils sont venus nombreux et certains sont venus de loin pour pouvoir participer, car ils ont attendu ce jour spécial depuis déjà quelques temps. Un accent spécial a été placé pour garantir l'inclusion de toutes les couches de la communauté, y compris les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap. Leur motivation et

leurs attentes différaient, mais ils avaient une chose en commun : ils voulaient tous participer.

L'une de personnes présentes était le bourgmestre de la commune de Mahagi, Monsieur Tumba Jeanlwiny, et a touché un point clé dans ses attentes : « le changement que j'attends de cette Table Ronde est la pacification de certains conflits qui naissent dans le milieu, tel que des conflits entre la population elle-même et avec les services techniques des titres fonciers ».

En général les participants ont soulevé l'importance de la Table Ronde pour améliorer la sécurité dans le territoire. Le coordonnateur d'Initiative Locale de Sécurité Communautaire (une structure communautaire de paix qui contribue à la sécurité communautaire) Jean Paul Vuuya nous a confié : « je souhaite que les comités soulèvent toutes leurs préoccupations afin que tout ce qui perturbe la paix et la sécurité puisse trouver solution dans leur chefferie ».

Ali Mazungu un agent de STAREC parlait de la nécessité de la Table Ronde pour le territoire et la stabilisation : « il ne faut pas fuir les conflits mais il faut les gérer de manière durable » expliquait-il, et continuait : « dans un contexte où les structures administratives et judiciaires sont affaiblies, les méthodes alternatives, notamment la négociation, la médiation, et la conciliation sont préconisées pour la résolution des conflits afin d'assurer une paix sociale, promouvoir la sécurité, et préserver l'intérêt général ».

Chaque Table Ronde organisée dans le cadre de CISPE par PAX et Justice Plus finissait par la formulation des recommandations concrètes par la communauté, une approche qui vise à renforcer l'autonomie de ces communautés elles-mêmes. Les plus grands défis étaient identifiés autour des conflits de base foncière, de pouvoir, de limites de terres et entités, l'impact de l'effet néfaste de la drogue parmi la jeunesse, etc. Trouver des recommandations adaptées aux besoins des communautés avec les communautés c'est la meilleure approche, car qui mieux qu'elles connaissent le contexte et les besoins? Par exemple une recommandation était de créer une commission de pacification chapeauté par l'Administrateur du Territoire afin de rapprocher les communautés et plus spécifiquement, les jeunes au travers le sport.

Comment assurer le suivi de ces recommandations? La réponse est claire : en autonomisant les communautés qui les a formulées. Le suivi sera fait à différents

niveaux, y compris avec l'Administrateur de Territoire et les Chefs de chefferies concernées. Dans le cadre du Consortium CISPE, le suivi est aussi garanti grâce au partenariat avec les autorités provinciales dans le cadre de l'implémentation des Plan Locaux de Sécurité au réseau de Cliniques Juridiques implantées dans les zones d'intervention.

A la fin d'une longue et intense séance de travail, l'équipe de CISPE considère que les atteintes de Tumba, Jean Paul et Ali étaient atteintes. Mais il ne s'agit que du premier pas du chemin à parcourir...



Chef de Chefferie Walendu Watsi dans son bureau

# L'ÉVALUATION DE MI-PARCOURS DE CISPE: LA PAROLE AUX BÉNÉFICIAIRES

Texte par David Marques

Avec l'appui de Louise Grailles

Photos par Justice Plus

*Mardi 29 mars. 11h45. Village de Kidi Kidi dans le territoire d'Aru, à 300 Km de Bunia. Imaginez-vous qu'un inconnu frappe à la porte de votre maison. Imaginez-vous encore que cet inconnu vous demande votre consentement pour répondre à des questions sur votre vie, votre famille et vos «perceptions». Car... y a-t-il quelque chose plus intime que vos pensées et opinions? Comment réagiriez-vous ?*

La planification stratégique est considérée comme le point de départ et l'instrument pour le développement du Programme CISPE. Durant les mois de mars et d'avril 2018, des équipes mixtes hommes/femmes de 50 enquêteurs ont été déployées dans les provinces d'Ituri et du Nord Kivu pour mener plus de deux mille entretiens dans le cadre d'une enquête à mi-parcours, après deux ans de travail du Consortium CISPE. Ceux-ci ont présenté les résultats de ce travail à tous les membres de l'ISSNT (Institut Supérieur de Statistiques et de Nouvelles Technologies) et de Justice Plus, montrant leur engagement.

Le questionnaire utilisé lors cette enquête vise à fournir au CISPE une vue d'ensemble de la perception des habitants des territoires de l'Est de la RDC sur l'accès à la justice, leur connaissance des moyens mis à leur disposition, l'évolution de la situation sécuritaire, la contribution des agents étatiques chargés de la sécurité, le rôle des structures de dialogue, etc.

La mobilité est un grand défi lorsqu'il s'agit de réaliser une telle enquête dans une grande liste de villages éloignés les uns des autres. Claudine Mukoko nous raconte que les difficultés liées à l'impraticabilité des routes pour accéder aux milieux les plus reculés, ainsi que ceux qui se trouvaient sur des grosses collines, étaient bien réelles : «Je me disais : courage, et on force ! ».

Des défis, les enquêteurs en ont rencontré d'autres: ils ont également expérimenté la souffrance endurée par la population dans le territoire de Djugu en Ituri. Quelques temps avant la période d'enquête, le territoire a connu un afflux massif des déplacements de la population suite au conflit inter communautaire. L'enquêtrice Grace Tibakanya se souvient de la situation : «beaucoup des villages à Djugu ont été inaccessibles et même vides suite au conflit. D'une façon générale, la population d'Ituri était très accueillante, à l'exception de quelques villages où les gens vivaient toujours les séquelles de la guerre».

Les enquêtés reçoivent les équipes CISPE avec un mélange de curiosité et soupçon, c'est pour cela que les enquêteurs sont obligés en premier lieu de garantir l'anonymat de l'exercice. La réceptivité est bien sûr différente entre villes et villages, et c'est pour cela que l'approche est adaptée au milieu. En effet, il s'agit ici d'ouvrir la porte de chez soi à un inconnu: une atmosphère de confiance est nécessaire au bon déroulé de l'enquête. Claudine Mukoko raconte d'ailleurs son expérience à Kautu, où la cheffe de ménage s'était étonnée de recevoir chez elle, dans un village reculé, des gens venant des grandes villes. Heureusement, la plupart de la population leur ont accueilli chaleureusement comme Yvette Asifiwer de ISSNT, qui a travaillé sur l'axe Rutshuru, nous a raconté « la plupart de la population était positive, car les communautés ont envie de voir le rétablissement de la paix et la stabilisation de leurs milieux ».



Enquêteurs CISPE en action en Ituri





# COMMENT NOUS CONTACTER?

## Organisation Internationale pour les Migrations

Xavier Oleiro Ogando  
Tel : +243 (0)8 13 65 41 42  
E-mail : xoleiro@iom.int

## VNG International

Thierry Kambere Katsongo  
Tel : +243(0)998673125 / +243 (0)827577075  
E-mail : thierry.kambere.katsongo@cispe.nl

## Cordaid

Olivier Chibasimba  
Tel : +243 (0) 97 200 1625/+243 (0) 99 404 0063  
E-mail : olivier.rukomeza@cordaid.org

## PAX

Daniel Nsekuye Makombe  
Tel : +243 (0)811740002; +243 (0)998858141  
E-mail : makombe@paxforpeace.nl



Nous remercions nos Volontaires ONU en ligne  
Louise Grailles et Marianne Dension  
pour leur soutien dans la traduction des articles de ce magazine

Le Projet CISPE exécute ses activités avec l'appui financier  
de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas



Ministerie van Buitenlandse Zaken